

Programme Réseaux des Zones Arides

DOSSIER

Pastoralisme, crise et transformation à Karamoja

**Jose Otuka-Onyango
Garlyo Zie
Frank Muhereza**

IIED

INTERNATIONAL
INSTITUTE FOR
ENVIRONMENT AND
DEVELOPMENT

**Dossier n° 43
juin 1993**



Centre for Basic Research

Rapport de l'atelier «Pastoralisme, crise et transformation à Karamoja», tenu à la Faculté des Sciences et l'Université de Makerere, Ouganda, les 14-15 août 1992.

Traduction: Mme Jean Lubbock

Pastoralisme, crise et transformation à Karamoja

**Jose Oluka-Onyango
Gariyo Zie
Frank Muhereza**

AVANT-PROPOS

Le Centre de recherches de base initia son programme de recherche sur le pastoralisme à Karamoja en mai 1989. Compte tenu de l'imbrication évidente des nombreuses dimensions de la crise, nous étions convaincus de la nécessité d'adopter une démarche historique et holistique.

Pour être à la hauteur de cette tâche, nous avons décidé de constituer une équipe de recherche composée de spécialistes des sciences sociales et naturelles. Le processus de recherche fut conçu de façon à ce que les recherches individuelles menées dans les bibliothèques et les visites à Karamoja soient accompagnées de discussions en groupe. A chaque stade, les investigations firent suite aux réflexions, débouchant sur d'autres discussions, de nouvelles réflexions et de nouvelles investigations. Il fallut plus de deux ans pour boucler le processus.

Ayant mis les documents définitifs au point grâce aux discussions, nous devions trouver le meilleur moyen de diffuser les résultats de nos recherches au niveau du processus plus large de discussion publique et d'élaboration de politiques. Nous avons finalement décidé de préparer un atelier qui rassemblerait des participants des différents secteurs s'intéressant à Karamoja : les organisations communautaires, les églises, la presse, les membres du Conseil national de résistance (CNR), les enseignants, les animateurs étatiques, les présidents des Conseils de résistance (CR), les représentants de ministères, les ONG étrangères, les bailleurs de fonds et les chercheurs.¹

¹ Les Conseils de Résistance sont des cellules politico-administratives démocratiquement élues du gouvernement MRN (Mouvement de Résistance Nationale) qui sont organisées à tous les niveaux, de la base jusqu'au niveau national.

L'atelier devait en principe avoir lieu à Karamoja même. Néanmoins, il fut différé à deux reprises en raison de circonstances indépendantes de notre volonté. Face à la perspective d'un troisième renvoi nous avons décidé de convoquer l'atelier à Kampala.

Ce rapport se divise en trois chapitres : le programme de l'atelier, un résumé des discussions menées lors des différentes séances, les recommandations de l'atelier. Les recommandations furent rédigées initialement par l'équipe de recherche et présentées à l'atelier pour qu'elles soient examinées et reformulées. Celles qui figurent ici sont les recommandations formulées par les participants au séminaire.

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance envers la Fondation Ford qui a financé les recherches pendant deux ans et envers l'Université de Makerere - notamment la Faculté des Sciences, Africa Hall et la Salle des Professeurs qui nous ont aimablement permis d'accéder à leurs services moyennant un paiement modeste. La réaction que suscita l'atelier - de Karamoja aussi bien que de Kampala - fut extrêmement positive. Nous sommes fiers de pouvoir présenter ce compte rendu des délibérations à un public plus large, à titre d'information et pour susciter des commentaires critiques.

Mahmood MAMDANI

Directeur exécutif

INTRODUCTION

Ce rapport vise à résumer les débats de l'atelier "Pastoralisme, crise et transformation à Karamoja". Il se divise en trois chapitres :

1. Ecologie, histoire, mutation sociale ;
2. La famine à Karamoja et l'importance des razzias de bétail ;
3. Le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) à Karamoja.

Cinq documents abordant ces thèmes furent présentés :

- i) Mahmood MAMDANI, P.M.B. KASOMA et A.B. KATENDE, "Karamoja : Ecologie et Histoire" ;
- ii) Charles OCAN, "Pastoralisme et mutation sociale dans le nord-est de l'Ouganda : facteurs déterminants des changements sociaux à Karamoja" ;
- iii) Ben OKUDI, "Causes et conséquences de la famine à Karamoja en 1980" ;
- iv) Charles OCAN, "La crise pastorale dans le nord-est de l'Ouganda : La modification de l'importance des razzias de bétail ;
- v) Arnest WABWIRE, "Une évaluation du rôle des ONG à Karamoja".

Ce rapport met en lumière les principaux points soulevés par les 105 participants, en résumant les présentations faites par les auteurs des documents et en s'étendant sur les discussions qui s'ensuivirent.

I. ECOLOGIE, HISTOIRE ET MUTATION SOCIALE

Plusieurs composantes de la crise ont été identifiées lors de l'atelier.

1. L'insécurité alimentaire qui persiste
2. La destruction du tissu social de la société à Karamoja qui a entraîné la recrudescence de la violence
3. La force militaire qui continue à être dirigée contre les "seigneurs de la guerre" Karimojong et la militarisation de la société Karimojong qui en résulte
4. Le caractère changeant de l'autorité parmi les Karimojong, qui ne repose plus sur le pouvoir des anciens mais découle plutôt de la puissance militaire.

Le premier document de l'atelier a voulu découvrir la vérité "refoulée" de Karamoja avec pour toile de fond l'évolution historique et écologique de la zone. Cette "vérité", d'après Mahmood MAMDANI, provient du rapport entre la pluviométrie en tant qu'élément clef de l'écologie de la zone et la lutte permanente de l'état colonial contre la "mobilité" du pastoralisme "non-destructeur" traditionnel. Les antécédents historiques révèlent que, les fondements d'un pastoralisme non-destructeur étant sapés, il a fallu recourir à toute une série de stratégies de survie à court terme qui ont eu pour effet cumulatif la "tragédie des terres communales". La solution coloniale - associant l'exclusion des communautés pastorales de l'exploitation des ressources par la désignation de "réserves forestières" dans les années 1940 et de "réserves de

grands fauves" dans les années 1950 d'une part au déstockage forcé des troupeaux pastoraux et aux tentatives de réinstallation des éleveurs de l'autre - a déterminé les paramètres du "problème de Karamoja". Le document signale enfin que les conditions écologiques font que le pastoralisme doit être le pilier de la vie économique à Karamoja et que la condition *sine qua non* d'un mode de vie pastorale non destructive est la mobilité des troupeaux.

Une grande partie du débat suscité par le document de Mamdani provient du contraste établi entre "la modernisation et la tradition". Est-ce que tout ce qui est moderne est bon et tout ce qui est mauvais traditionnel ? Il est évidemment erroné de s'imaginer que la tradition est immuable et qu'il n'existe qu'une seule voie droite et étroite qui mène à la modernité.

Le débat opposant le moderne au traditionnel suscite une discussion parmi les participants concernant le fait que les populations autochtones n'ont pas été associées à la recherche de solutions, le problème ayant été imputé au mieux au traditionalisme et, au pire, aux attitudes "rétrogrades". Or, ce sont les Karimojong qui connaissent le mieux leur propre milieu ; ils connaissent les différents types de graminées, les meilleures sources d'eau ; ils ont pu mettre au point des méthodes pour faire face aux crises et aux sinistres. Comment est-il possible de résoudre le "problème de Karamoja" grâce à une solution "moderne" qui exclut la participation des Karimojong ? Il importe de tirer les enseignements des connaissances et des compétences locales tout en évaluant le problème à sa juste mesure. Lorsque les Karimojong décident de déplacer leur bétail d'un endroit à l'autre, il convient donc de déterminer pourquoi ils le font et parvenir ainsi à mieux comprendre la raison d'être du pastoralisme.

Certains participants soutiennent que la "modernisation" de Karamoja peut effectivement produire des résultats positifs. Néanmoins, il faut l'associer à une méthode d'application convenable. L'approche "descendante" qui se compose des idées formulées par les bureaucrates et les technocrates connaîtra presque certainement l'échec, à moins d'intégrer des perspectives "ascendantes" au processus dès le début. Les techniques de modernisation doivent prendre comme point de départ la question suivante : pourquoi est-il si important pour les Karimojong de posséder du bétail ? Comme l'a dit un participant, *il est impossible de divorcer les Karimojong de leurs troupeaux et il faut donc les considérer ensemble*. Tant que les ressources manquent aux Karimojong et à leurs troupeaux, la mobilité sera un élément constant de leur existence sociale comme de leur économie.

Pour que la coexistence paisible s'installe entre les Karimojong et d'autres populations dans la zone, il faudra que les Karimojong admettent qu'ils n'habitent pas une île, mais font partie intégrante d'une entité géo-politique et économique plus large qui s'appelle l'Ouganda. Pour ce qui est du premier point, les mesures coercitives utilisées par l'Etat - de l'ère coloniale jusqu'à nos jours, suscitent des critiques particulières. En témoigne, par exemple, le Rapport Bataringaya de 1964, préconisant l'utilisation de la force plutôt que du dialogue, *des méthodes militaires plutôt que civiles de résolution des conflits et l'aliénation totale des Karimojong plutôt que leur incorporation dans la mosaïque ougandaise*. Ces attitudes se reflètent également dans la Loi d'Administration de Justice (Karamoja) de 1964, qui abandonna les règles normalement stricts qui conditionnent l'admissibilité des témoignages, mit la discrétion totale entre les mains d'un seul juge et renversa le principe légal, consacré par l'usage, de présomption d'innocence dans les procès entamés dans le district. En effet, tout personne accusée d'avoir participé à une razzia de

bétaif, lors de laquelle il y eut mort d'homme, fut présumé coupable jusqu'à preuve du contraire.

La recherche d'une solution à la crise en cours n'a pas abouti parce qu'elle n'aborde pas la question de la pauvreté et n'apprécie pas les dimensions culturelles du problème. La culture "Pajero"² des fonctionnaires et des agents ONG est particulièrement préoccupante; ces derniers se déplaçant en zone rurale à bord de véhicules 4 x 4 flambants neufs pour distribuer des aumônes tout en bénéficiant eux-mêmes des fruits de l'aide et refusant ces bénéfices aux populations locales.

Les hypothèses méthodologiques sous-tendant la présentation de Mamdani inquiétaient plusieurs participants et ils demandèrent qu'une comparaison soit faite avec d'autres sociétés pastorales, aussi bien en Ouganda qu'ailleurs. Etablir la comparaison avec d'autres zones permettrait non seulement de tirer des enseignements, mais aussi de formuler des solutions appropriées. En effet, comme le signalait un des participants, la crise en question ne se limite pas à la seule zone de Karamoja, mais se dessine dans d'autres régions du pays, notamment celle de l'Ouest (Ankole). Il est crucial ici d'apprécier le pastoralisme et de le considérer correctement par rapport à d'autres économies; comme de se poser la question suivante : y a-t-il eu des tentatives sérieuses visant à transformer le statut économique des populations pastorales ?

Finalement, plusieurs participants soulignent les différents changements qui se sont certainement produits à Karamoja : modes vestimentaires, utilisation de la viande de bœuf salée, développement de l'agriculture, expansion des projets

²Nom d'une marque étrangère de véhicule 4x4

exigeant beaucoup de main d'oeuvre sous les auspices du BIT, plantation d'arbres, construction. Tous ces changements reflètent une forte participation des Karimojong à la détermination de leur propre destin. Ils sont également le reflet des efforts des populations pour amorcer et élargir le dialogue, mobiliser et éduquer les gens, ainsi que pour utiliser des mécanismes novateurs permettant de se servir de structures telles que les Conseils de Résistance comme principaux points de convergence pour transformer le district.

Reprenant les points soulevés lors de la discussion, Mamdani affirme que la transition de l'Etat colonial à l'Etat néocolonial n'a pas entraîné des modifications profondes et qu'à défaut d'apprendre les leçons de l'histoire, nous sommes condamnés à la répéter. En ce qui concerne le débat "modernisation contre tradition", sans vouloir idéaliser la tradition, il est indispensable que toute tentative de changement mette l'accent sur la participation volontaire et tienne compte des besoins de la communauté. En dernier lieu, il convient également de réfuter la thèse d'une évolution linéaire de la société où les pasteurs se trouvent au rang inférieur, une telle description n'étant ni exacte ni utile.

Le document de Charles OGAN concernant la mutation sociale aborde bon nombre des thèmes traités dans le document de Mamdani. Ogan cherche à clarifier aussi bien le cadre méthodologique dans lequel s'est déroulé le débat concernant la mutation sociale à Karamoja que les antécédents qui ont provoqué la crise. Du point de vue méthodologique, les anthropologues ont eu trop souvent tendance à se concentrer sur la forme au détriment de la substance, créant l'illusion de sociétés pastorales qui n'évoluent pas. En réalité, la société Karimojong a connu des changements dramatiques qui ne sont pas le seul fait des phénomènes naturels tels que la sécheresse. Il importe de distinguer

transhumance et nomadisme, afin de pouvoir comprendre les différents modes d'organisation sociale qui s'associent aux deux systèmes. Deux conclusions essentielles se dégagent de son étude. Premièrement, l'Etat a généralement eu tendance à considérer Karamoja comme zone de guerre et à refuser les méthodes démocratiques, des politiques ponctuelles ont alors conduit à la crise globale qui existe dans le district. Deuxièmement, si les Conseils de Résistance présentent effectivement des possibilités intéressantes pour la résolution éventuelle de la crise, ils n'ont pas encore été utilisés à cette fin.

La discussion qui s'ensuit met en évidence la nature de l'intervention étatique en zone pastorale et la nécessité pour les Karimojong de régler eux-mêmes leur situation. Ceci s'impose, comme le note un des participants, parce que les efforts plus ou moins continus des gens de l'extérieur (y compris les agents d'aide humanitaire) n'ont pratiquement rien donné. S'il est certes indispensable de comprendre ce qui se passe sur le terrain, de nombreux participants sont d'avis que les recherches à elles seules ne suffiront pas à améliorer la situation.

Les activités d'appui futures auront à adopter une approche sur deux fronts:

- i) Les Karimojong devraient procéder à une étude plus systématique de leurs expériences et trouver les moyens d'en tirer des enseignements ;
- ii) Il est indispensable de s'interroger sur la motivation des forces extérieures (administrateurs étatiques, ONG et organismes humanitaires, militaires, etc.) et de ne pas se contenter de supposer que leurs activités ont un impact bénéfique dans le district.

Il sera éventuellement nécessaire de réorganiser les structures, par exemple en adaptant le système des CR à Kotido, où il existe deux formes parallèles de CR censés s'occuper des problèmes spécifiques des pasteurs : les CR "réels" ou "officiels" et les CR de "kraal" ou "officieux". Par ailleurs, les Karimojong doivent prendre des mesures efficaces en ce qui concerne les razzias de bétail, qui ont été également le fait de groupes non Karimojong, dont certains en provenance des districts voisins. En plus, il est urgent de faire cesser la pratique d'utiliser les Karimojong en qualité de mercenaires.

Plusieurs participants sont d'avis que le pastoralisme à Karamoja n'a rien d'immuable et que des démarches sont certainement possibles en vue de l'introduction de différents genres d'activités productives. Par ailleurs, certains participants considèrent qu'il convient d'examiner d'un oeil plus critique le statut et la fonction des femmes en tant qu'influence positive dans la région. Ceci doit s'associer à une révision du système d'éducation scolaire qui ne tient pas compte actuellement des besoins spécifiques des enfants pastoraux.

Les participants mettent fin à la séance en préconisant une évaluation plus équilibrée et plus critique de l'écologie, de l'histoire et de la structure sociale de la société Karimojong. Il convient de trouver l'équilibre entre les besoins de conservation de l'environnement et de production à partir de celui-ci d'une façon durable. L'intervention militaire n'a pas atteint les buts recherchés et doit être réduite. Il est indispensable d'assurer une participation plus fondamentale des populations de Karamoja à la transformation de la région. Ces conclusions servent de base à la discussion de la famine et des razzias de bétail.

II. LA FAMINE DE 1980 ET LES RAZZIAS DE BETAÏL

Le document de Ben OKUDI analyse les causes, les effets et les implications de la famine de 1980 à Karamoja, dont la mauvaise pluviométrie de 1979/80 ; les maigres récoltes ; l'inflation provoquée par la carence des produits agricoles ; la guerre de "libération" de 1978/79 ; les razzias montées par des non Karimojong dans les districts avoisinants. Okudi met en lumière l'impact inégal de la famine - il a eu des gagnants aussi bien que des perdants, les premiers profitant de l'appauvrissement accru dans le district pour s'enrichir. L'Etat n'a pas tenu compte des avertissements ni du tollé qui s'est élevé lorsque la famine a pris de l'ampleur, provoquant ainsi une crise qui ne s'est apaisée qu'à la suite des actions menées par les organisations internationales de secours d'urgence et de développement incitées par l'intérêt médiatique international qu'a suscité l'événement. Okudi soutient qu'il faut encore aborder plusieurs thèmes pour éviter que la famine ne se reproduise, dont :

- i) L'insuffisance des réactions ponctuelles de l'Etat et d'autres institutions face à la crise ;
- ii) Le besoin de solutions à long terme axées sur la durabilité ;
- iii) Une participation beaucoup plus importante des populations locales à la planification des projets et à la transformation sociale.

La discussion qui s'ensuit met en évidence les différences d'opinion quant au rôle de l'Etat dans la crise, séparant nettement ceux pour qui les critiques contre l'Etat sont justifiées de ceux qui considèrent qu'il faut nuancer ces critiques, compte tenu de la situation de l'Etat ougandais pendant la famine de 1980, en

termes des dimensions du trésor public. Si 1992 avait vu une répétition de la famine de 1980, il aurait fallu dépenser 17 milliards de shillings (environ 50% du budget national de l'Education) afin de fournir une ration alimentaire minimum de 350g de maïs et 40g de haricots par jour à chaque habitant de Karamoja. Un gouvernement ayant un budget total de 350 milliards de shillings pouvait-il consentir à telles dépenses ? Il est signalé par ailleurs que les budgets des organismes internationaux ne sont pas inépuisables et que le phénomène de "fatigue des bailleurs de fonds" commence à s'installer.

Néanmoins, d'aucuns prétendent que les Karimojong ne conservent pas suffisamment d'aliments après les récoltes, consommant une grande partie des excédents lors des festins et des cérémonies.

De l'autre côté, l'on soutient que la crise reflète l'absence de priorité donnée par l'Etat aux questions de l'environnement. Elle est également le reflet d'une marginalisation systématique des minorités opprimées au sein de la société ougandaise, telles que les Bacwa et Banabachumbi, pour ne citer que celles-ci. Si la crise est générale en Ouganda, le contexte particulier d'une zone comme Karamoja lui procure des souffrances supplémentaires. Pour ce qui est de la famine de 1980, le gouvernement de l'époque se souciait davantage de son image devant les bailleurs de fonds et les gouvernements étrangers que des difficultés du peuple. Le Président en exercice a nié l'existence de toute crise à Karamoja jusqu'à ce que des organismes associés à l'église aient convoqué des équipes de télévision étrangères. Les rapports des agents de terrain du Ministère de l'Agriculture ont été passés sous silence et les hommes politiques étaient tellement occupés à s'entre-déchirer que le désastre fut presque inévitable. Ceci pose la question : envers qui l'Etat ougandais est-il comptable ? Pendant la famine de 1980, l'on pourrait avancer qu'il n'existait pas d'Etat en

réalité, eu égard aux conditions de guerre, de pillage et de saccage à l'époque. Non-seulement le dépôt d'armes de Noroto a-t-il été pillé, mais les Karimojong ont vite compris que les armes et les balles constituaient le "cours légal" le plus précieux pour leurs besoins.

La séance se penche ensuite sur les questions délicates de sécurité et de désarmement à Karamoja qui, aux dires de certains, sous-tendent l'insécurité alimentaire dans la zone et ont été la cause immédiate de la famine de 1980. Plusieurs participants considèrent qu'il y a trop d'armes à Karamoja et que les forces armées, les unités de défense locales et plusieurs autres groupes armés ont les mêmes fonctions. Il suffit d'une seule force, à déployer sur la frontière nationale afin de défendre la zone contre les razzias montées par les populations voisines au Kenya. Certains participants soutiennent qu'il faut procéder au désarmement immédiat de tous les Karimojong. Néanmoins, d'autres prônent la prudence, affirmant qu'il est indispensable d'améliorer tous les niveaux de bien-être social avant d'aborder la question politiquement explosive du désarmement.

Lors du débat concernant la sécurité alimentaire, la pauvreté et la définition des priorités, il est noté que le district de Karamoja est un exportateur net de semences et qu'il convient d'utiliser les revenus de ce commerce pour soutenir la situation alimentaire dans la zone. L'allégation que les Karimojong ne font que s'offrir des festins extravagants au lieu de se constituer des réserves alimentaires s'avère être sans fondement. Les Karimojong ont pratiqué un système d'emmagasiner de vivres dans le passé. A titre d'exemple, entre 1948 et 1952 dans le district de Kotido, des vivres ont été collectés pour chaque sous-comté et stockés en prévision des périodes de sécheresse. En 1991, Karamoja a même enregistré un surplus alimentaire. Il serait possible d'éliminer

la menace de famine grâce à l'instauration d'un système viable de stockage de vivres. Ceci nécessiterait une intervention étatique plus positive pour accroître la sécurité alimentaire dans la région.

Dans son deuxième document présenté lors de l'atelier, Charles OCAN examine la signification des razzias de bétail, à l'intérieur de Karamoja aussi bien que dans les zones périphériques du district, y compris Kumi, Soroti, Lira, Apac et Gulu. Avec pour point de départ l'affirmation que la conception populaire des Karimojong s'axe essentiellement sur la question des razzias de bétail, Ocan cherche à démontrer les aspects sociaux, économiques et politiques du phénomène, notamment dans le contexte contemporain. Il suggère trois explications principales pour les razzias de bétail :

1. Le besoin de restockage ;
2. L'accumulation privée ;
3. Le pillage suite à la désintégration sociale.

Ocan discute des origines du développement et de l'impact des razzias sur le mode de vie des Karimojong ; il recommande de confier aux comités de pâturage le soin d'assurer la sécurité et la protection du bétail. Il suggère également de créer des systèmes d'assurance pour le bétail permettant de constituer des réserves pour la reconstitution plus pacifique des troupeaux.

Lors de la discussion, certains participants affirment que le phénomène des razzias de bétail n'est pas exclusivement Karimojong, mais reflète la désintégration de la société ougandaise. Celle-ci se manifeste dans la corruption, le détournement des fonds publics et les vols à main armée qui existent partout dans le pays. D'autres mettent en garde contre des généralisations excessives.

La corruption est évidemment un mal social, mais il convient de distinguer entre les différents niveaux de corruption qui existent en Ouganda. Il y a des gens qui cherchent à accumuler des richesses importantes, tandis que d'autres sont contraints à voler simplement pour assurer leur survie. Les premiers exploitent leur accès aux ressources gouvernementales et l'absence de mécanismes de responsabilisation efficaces pour piller les coffres de l'Etat, pendant que les autres rencontrent des restrictions au niveau de l'accès et du volume des ressources qu'ils sont en mesure de s'approprier.

Le problème principal des razzias de bétail est qu'elles se sont transformées au fil des ans, une pratique quasi-culturelle devenant une action menée dans un but délictueux avec des armes extrêmement sophistiquées. Elles comportent l'utilisation d'armes semi-automatiques et un contrôle de type militaire sur de vastes territoires, ce qui fait croire à une collaboration et à une assistance de l'extérieur et suppose un accès à des ressources considérables.

L'atelier conclut que la démarche la plus plausible pour faire cesser les razzias n'est pas d'exiger le désarmement complet des populations du district. La présence des armes n'est qu'une partie du problème. En effet, pourquoi les forces de sécurité nationales ne contrôlent-elles pas leurs soldats contraints à vendre leurs munitions afin d'obtenir des vivres et d'autres biens de première nécessité ? Il est convenu que les Karimojong doivent assumer leur propre désarmement, mais que celui-ci ne saurait être réalisé au prix de supprimer le droit d'auto-défense de la population de Karamoja.

Les participants préconisent un rôle plus important pour les femmes, agents de changement et de transformation sociaux généralement négligés. Les femmes ont été à de nombreux égards les victimes principales des razzias de bétail et

il est urgent de les impliquer davantage au processus de génération de solutions au problème en déconseillant aux hommes de participer à de telles activités. Ce débat ainsi terminé, les participants passent à l'examen du rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans la zone.

III. LE ROLE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) A KARAMOJA

Dans son document sur le rôle des ONG à Karamoja, Arnest WABWIRE soutient qu'il y a eu, depuis la fin du colonialisme, des tentatives de destruction de la vie pastorale des Karimojong et que les ONG doivent en assumer une part de la responsabilité. En voulant transformer la zone, souvent sans avoir tout à fait compris la situation sur place, elles n'ont pas assuré la participation directe à l'élaboration des programmes de ceux qui allaient subir l'impact de leurs politiques. Ce n'est pas dire que les programmes ONG n'ont rien apporté, mais Wabwire affirme qu'il est temps de rationaliser les activités ONG pour éliminer le double emploi et de veiller à ce que leurs actions soient plus positives pour les populations de la zone.

Lors de la discussion du document, les participants se divisent entre ceux qui considèrent que Wabwire a trop critiqué le travail des ONG et ceux qui appuient sa thèse. Un participant soutient qu'il faut savoir reconnaître le mérite quand il y en a, notamment dans le cas de certaines ONG étrangères qui ont réalisé certaines actions utiles dans la zone, en dépit de leurs tendances idéologiques évidentes.

Les débats se concentrent ensuite sur le rôle et les fonctions des ONG locales plutôt qu'étrangères et la question de savoir si les ONG locales ne sont que des intermédiaires pour les ONG étrangères ou si elles sont en mesure de mettre au point une conceptualisation radicalement différente des enjeux, accordant la place d'honneur aux priorités autochtones. L'un des participants signale que les activités locales "du type ONG" existent partout en Ouganda et reflètent la force de l'organisation et de l'initiative indépendantes des gens ordinaires.

D'autres participants plaident en faveur d'une prudence extrême par rapport aux ONG. Il faut déterminer leur motivation réelle; car l'on affirme que les ONG sont financées par le capital international dont elles partagent plus ou moins les motifs. Leurs activités sont essentiellement motivées par leurs intérêts personnels et des idées de paternalisme et de domination. Partant, l'idéal sera que tout plan pour la transformation de Karamoja provienne de Karamoja même et pas de l'extérieur.

Plusieurs ONG locales présentent leurs activités dans le but de démontrer qu'elles favorisent le développement aussi bien que la libération. L'une des plus importantes, MAPEDI (Initiative de Développement populaire de Matheniko), se propose de mobiliser les populations du pays et de les détourner d'activités destructives au profit d'activités de développement plus constructives. Quelques participants citent également le cas de WAFKAD (Action féminine pour le Développement de Karamoja), qui a pour but de s'occuper des problèmes des femmes dans la zone. Enfin, il existe l'Association d'éducation des adultes de Karamoja, initiative qui cherche à promouvoir l'alphabétisation des adultes et entend utiliser les ressources existantes au sein de la communauté elle-même.

Toutes ces initiatives ont émergé grâce aux efforts pour trouver des solutions alternatives à partir d'une stratégie qui engage la participation directe des populations locales. En plus de l'implication des responsables locaux et des femmes, cette stratégie vise à placer ces projets de développement dans la zone réellement habitée par les gens.

Le débat porte également sur l'agence gouvernementale principale, la KDA (Agence de Développement de Karamoja), critiquée par Wabwire. Certains prétendent que les espérances des gens par rapport à la KDA dépassent la capacité réelle de celle-ci. Très peu de ses objectifs initiaux ont été atteints dans la pratique, que ce soit par le gouvernement ou par les bailleurs de fonds éventuels. Par ailleurs, une concurrence malsaine s'est installée au sein du monde ONG, qui a entravé le fonctionnement de la KDA. Il en résulte un foisonnement inutile de projets semblables ainsi qu'une lutte pour obtenir une part des ressources limitées, une meilleure coordination pouvant permettre de supprimer ces inconvénients.

Cet argument suscite un débat vif parmi les participants qui sont nombreux à considérer que cette concurrence est en fait saine et permettra vraisemblablement de distinguer les organismes dont la présence a réellement pour but d'aider les Karimojong de ceux qui ont d'autres priorités. En guise de conclusion, les participants réitèrent la nécessité pour les ONG étrangères d'impliquer les populations de Karamoja directement à l'élaboration et à l'exécution de leurs projets. Ils préconisent également un soutien plus important pour les ONG locales au sein desquelles les Karimojong sont les auteurs aussi bien que les exécutants des programmes.

IV. RESUME DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

Les participants à l'atelier retiennent que :

1. Karamoja a souvent été considérée comme zone de guerre permanente. Les politiques sont rarement formulées grâce à un processus soutenu d'enquête démocratique, de délibération et de consultation populaire, mais découlent plutôt de décisions ponctuelles prises afin de faire face à des problèmes immédiats.
2. Le mode de vie pastorale est le seul qui soit capable de subvenir aux besoins de la plupart des populations à Karamoja.
3. La mobilité des troupeaux et des éleveurs est indispensable à la reproduction du pastoralisme en tant que mode de vie viable sur le plan social et écologique.
4. Le rôle des communautés locales au niveau du contrôle de l'accès aux ressources leur avait permis de continuer à se reproduire jusqu'au 19^e siècle. L'orientation pendant le 20^e siècle a été pourtant d'aliéner les communautés des ressources environnantes en délimitant ces dernières sous forme de réserves de grands fauves ou réserves forestières. Il en a résulté une modification du rapport historiquement productif entre les communautés et leurs ressources, celui-ci devenant de plus en plus déprédateur, mettant en marche un cycle de destruction écologique.

5. L'histoire des relations Etat-populations à Karamoja a créé une crise de confiance populaire vis-à-vis des proclamations officielles. Rétablir la confiance suppose des réformes pratiques immédiates.
6. Ces réformes devront précéder le désarmement qui doit être mené à bien sans entamer le droit des populations de Karamoja à se défendre.
7. Les populations de Karamoja ont été historiquement des communautés armées. Les groupes armés défendent la communauté contre les voisins et l'Etat, tout en menaçant d'autres membres de la communauté lors des périodes de disette. Pendant les deux dernières décennies, le contrôle des groupes locaux armés est passé des mains des sages des clans à celles des seigneurs de guerre.
8. La plupart des ONG étrangères se sont de plus en plus orientées sur le secours d'urgence au lieu de chercher à appuyer les fonctions normales d'une communauté saine.

Recommandations

Les participants à l'atelier formulent les recommandations suivantes :

1. Des CR (Conseils de Résistance) reconstitués doivent être élus par l'ensemble de la population et non seulement par les résidents des "manyattas" et des centres urbains ; à cette fin, il faut que les élections aux CR soient réalisées lors de la concentration des bovins dans les "manyattas" plutôt que quand ils sont dispersés dans les zones de pâturage.

2. Des postes au sein des CR doivent être désignés afin d'assurer la représentation de toutes les classes d'âge et des femmes.
3. Des Comités de pâturage (CR mobiles) doivent être élus au niveau des territoires et comprendre des membres des foyers individuels, qu'ils soient propriétaires ou non de bétail.
4. Il faut établir des Comités de Liaison avec les voisins, afin d'assurer la paix à long terme.
5. Les politiques de développement doivent viser à assurer la pérennisation d'une forme non destructive de pastoralisme à Karamoja. Un programme économique complet pourrait ainsi être formulé afin de renforcer l'économie pastorale grâce à des mesures cherchant à résoudre le problème de dénuement en zone pastorale, comme par exemple le restockage, l'amélioration de la santé animale et la protection de l'environnement.
6. L'exploitation des parcours doit être contrôlée et les conflits fonciers réglés par les Comités de pâturage.
7. Les communautés locales doivent avoir voix au chapitre de l'administration et de l'utilisation de toutes les "réserves" à travers leurs Comités de pâturage respectifs.
8. Un système d'assurance pour le bétail doit être mis en place afin de garantir un stock de sécurité en temps de crise et une possibilité en dehors des razzias pour le restockage des troupeaux.

9. Les groupes armés doivent être placés sous le contrôle de responsables élus. Pour ce faire, il convient de créer des forces de défense locales sous la responsabilité des Comités de pâturage.
10. Les CR reconstitués doivent avoir le droit de censurer le déploiement des forces militaires par le gouvernement. De la même façon, il convient d'assurer une représentation populaire au sein des organismes étatiques compétents qui sont responsables du déploiement de ces forces.
11. Un programme de développement systématique doit être formulé grâce à la consultation à tous les niveaux des CR reconstitués. Ce programme doit également définir les axes d'intervention prioritaires sur lesquels les ONG étrangères seront invitées à concentrer leurs efforts. Ces interventions porteront sur les activités de production normales aussi bien que sur les mesures d'urgence, telles que la reconstitution des troupeaux, la création d'un système d'assurance pour le bétail et l'établissement de stocks de vivres pour prévenir la famine.
12. Des recherches doivent être menées régulièrement par les institutions de recherche sur place afin de permettre la formulation de politiques appropriées et efficaces.
13. Des recommandations ultérieures doivent être élaborées concernant la participation féminine, la génération de nouvelles possibilités d'emploi, l'éducation scolaire et des adultes, la coordination des ONG étrangères dans le cadre de l'Administration de Développement de Karamoja (KDA).

* * *

Pour renseignements supplémentaires sur les publications du CBR, vous adressez à:

Adresse postale:

Centre for Basic Research
PO Box 9863
Kampala
Ouganda

Téléphone: (041) 231228 & 242987
Télécopie: (041) 235413
Télex: 61522

Courrier exprès:

Centre for Basic Research
15 Baskerville Avenue
Kololo, Kampala
Ouganda



Programme Réseaux des Zones Arides

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, England

Tel: (44-71) 388.2117 Fax: (44-71) 388.2826

Telex: 261681 EASCAN G